

Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy, 1995, pp. 44-52.

Pour comprendre le lien que les Athéniens établissaient entre le tirage au sort et la démocratie, il faut tout d'abord faire intervenir un principe capital de la culture démocratique grecque : le principe de la rotation des charges. Les démocrates n'admettaient pas seulement l'existence d'une distinction des rôles entre gouvernés et gouvernants, ils reconnaissaient aussi que, le plus souvent, les deux fonctions ne pouvaient pas être exercées au même moment par les mêmes individus. Le principe cardinal de la démocratie n'était pas que le peuple devait être à la fois gouverné et gouvernant, mais que tout citoyen devait pouvoir occuper tour à tour l'une et l'autre position. Aristote définissait ainsi l'une des deux formes que pouvait prendre la liberté, « principe de base de la constitution démocratique » : « l'une des formes de la liberté (*eleuthéria*), écrivait-il, c'est de commander et d'obéir tour à tour (*en merei arkhestai kai arkhein*) »⁵⁰. La

49. Aristote, *Politique*, IV, 9 1294 b 11-14; IV, 15, 1300 a 8 – 1300 b 5.

50. Aristote, *Politique*, VI, 2, 1317 a 40 – 1317 b 2. La même idée était aussi exprimée par Euripide qui faisait dire à Thésée que le fait de gouverner tour à tour était une caractéristique fondamentale de la démo-

liberté démocratique ne consistait donc pas à n'obéir qu'à soi-même, mais à obéir aujourd'hui à un autre dont on prendrait demain la place.

L'alternance du commandement et de l'obéissance formait même, selon Aristote, la vertu ou l'excellence du citoyen⁵¹. « Il semble, écrivait Aristote, que l'excellence d'un bon citoyen soit d'être capable de bien commander et de bien obéir (*to dynastai kai arkhein kai arkhestai kalos*)⁵². » Et cette double capacité, essentielle au citoyen, s'apprenait dans l'alternance des rôles : « On dit, et à juste titre, qu'on ne peut pas bien commander si l'on n'a pas bien obéi (*ouch estin eu arxai mè arkhthenta*)⁵³. » La formule citée par Aristote

cratie athénienne (*Supplantes*, v. 406-408). Pour Aristote, l'autre forme de la liberté démocratique ne concernait pas la participation au pouvoir politique, c'était « le fait de vivre comme on veut » (*to zèn ôs bouletai tis*) (*Politique*, VI, 2, 1317 b 11-12). Le fait que la liberté entendue comme faculté de vivre à son gré constituait un des idéaux démocratiques est aussi attesté chez Thucydide à la fois dans la célèbre oraison funèbre qu'il met dans la bouche de Périclès (*Guerre du Péloponnèse*, II, 37) et dans les propos qu'il prête à Nicias (*ibid.*, VII, 69). Ce n'est pas ici le lieu de discuter la distinction de Benjamin Constant entre la liberté des anciens et celle des modernes, ni d'entrer dans les multiples débats, érudits ou idéologiques, auxquels a donné lieu l'oraison funèbre prononcée par Périclès.

51. La conception aristotélicienne du citoyen s'appliquait en particulier, Aristote le reconnaissait lui-même, au citoyen des démocraties (*cf. supra*, p. 39).

52. Aristote, *Politique*, III, 4, 1277 a 27.

53. Aristote, *Politique*, III, 4 1277 b 12-13. Aristote revient plusieurs fois sur la même idée dans la *Politique*. Dans un autre passage, il explique que l'alternance du commandement et de l'obéissance et l'occupation tour à tour de l'un et l'autre rôle est une solution juste (sinon la meilleure absolument), lorsque tous les citoyens sont égaux ou considérés comme tels (ce qui est le cas dans les démocraties) [*Politique*, II, 2, 1261 a 31 - b 7]. Au livre VII, alors qu'il traite de la constitution la meilleure absolument, il écrit : « Puisque toute communauté politique est constituée de gouvernants et de gouvernés, il faut examiner si les gouvernants et les gouvernés doivent changer ou demeurer les mêmes à vie. (...) Certes, si certains diffèrent des autres autant que nous pensons que les dieux et les héros diffèrent des hommes, en possédant une grande supériorité, perceptible d'abord dans leur corps et ensuite dans leur âme, de sorte que la supériorité des gouvernants sur les gouvernés soit incontestable et manifeste, il est

était proverbiale. On en attribuait la paternité à Solon, ce qui constitue un indice de son importance dans la culture politique athénienne. L'expression « bien commander » doit s'entendre ici en un sens fondamental. Elle signifie : exercer l'activité du commandement conformément à son essence et à sa perfection. Or il est justifié, en général, de confier une tâche à celui qui sait s'en acquitter à la perfection. La rotation des charges fondait ainsi la légitimité du commandement. Ce qui conférait des titres à commander, c'était le fait d'avoir occupé l'autre position.

Comme cela a souvent été noté, la rotation reflétait une conception de la vie selon laquelle l'activité politique et la participation au gouvernement constituaient une des formes les plus hautes de l'excellence humaine. Mais l'alternance du commandement et de l'obéissance était aussi un mécanisme producteur de bon gouvernement. Elle visait à engendrer des décisions politiques conformes à un certain type de justice, la justice démocratique. Dans la mesure où ceux qui commandaient un jour avaient obéi auparavant, ils avaient la possibilité de prendre en compte, dans leurs décisions, le point de vue de ceux à qui ces décisions s'imposaient. Ils pouvaient se représenter comment leurs commandements allaient affecter

évident qu'alors il serait meilleur que ce soient les mêmes qui, une fois pour toutes, gouvernent et soient gouvernés. Mais puisqu'il n'est pas facile de rencontrer une telle situation et qu'il n'en est pas ici comme chez les habitants de l'Inde, où au dire de Scylax, les rois diffèrent à ce point-là de leurs sujets, il est manifeste que, pour de nombreuses raisons, il est nécessaire que tous partagent de la même manière, à tour de rôle, les statuts de gouvernants et de gouvernés (*anankaion pantas homoios koinonein touta kata meros arkhein kai arkheisthai*) » (*Politique*, VII, 14, 1332 b 12-27). Mais dans le cadre de la constitution la meilleure absolument, Aristote s'efforce de concilier le principe de la rotation et l'exigence que les différences de fonction soient fondées sur la nature. Une qualité se prête à cette conciliation : l'âge. Les mêmes individus doivent être gouvernés lorsque la nature les dispose le plus à ce rôle, c'est-à-dire lorsqu'ils sont jeunes, et gouvernants lorsqu'elle les y rend plus aptes, quand ils sont plus âgés. Aristote ajoute que cette alternance fondée sur l'âge satisfait le principe que « celui qui est destiné à bien gouverner doit d'abord avoir été bien gouverné » (*Politique*, VII, 14, 1333 a 3-4). Ainsi, même lorsque Aristote propose un régime selon ses vœux, il demeure attaché au principe que le commandement s'apprend dans l'obéissance.

les gouvernés, parce qu'ils savaient, pour l'avoir expérimenté eux-mêmes, ce que c'est que d'être gouverné et d'avoir à obéir. Mieux encore, les gouvernants avaient une incitation à tenir compte du point de vue des gouvernés : celui qui commandait un jour était dissuadé de tyranniser ses subordonnés, parce qu'il savait qu'il devrait, un autre jour, leur obéir. La rotation n'était sans doute qu'une procédure, elle ne prescrivait donc pas le contenu des décisions ou des commandements justes. Mais par sa simple existence, la procédure engendrait un effet de justice, car elle créait une situation où il était à la fois possible et prudent, pour les gouvernants, d'envisager le point de vue des gouvernés lorsqu'ils prenaient une décision.

Dans le schéma théorique proposé vingt siècles plus tard par Rousseau, la justice devait être assurée par la généralité de la loi : chaque citoyen, votant sur des lois générales qui s'appliqueraient à lui comme aux autres, serait conduit à vouloir pour autrui ce qu'il voulait pour lui-même. Dans la procédure de la rotation, un effet de justice analogue était produit par le canal de la temporalité : les gouvernants étaient amenés à décider en se mettant aussi à la place des gouvernés, car c'était une place qu'ils avaient connue et connaîtraient encore. Les démocrates athéniens ne se contentaient pas de prêcher la justice et d'exhorter les gouvernants à se mettre en esprit à la place des gouvernés, ils leur donnaient les moyens et les motifs de le faire.

La rotation revêtait une telle importance aux yeux des démocrates, que le régime démocratique en faisait une norme légale. Les relations de commandement n'étaient pas seulement réversibles, elles étaient obligatoirement renversées. C'était là l'objectif des différentes interdictions mentionnées plus haut (interdiction d'exercer plus d'une fois la même magistrature attribuée par le sort, d'être conseiller plus de deux fois dans sa vie, etc.). Du fait de ces interdictions, il fallait chaque année trouver plusieurs centaines d'individus nouveaux pour remplir les fonctions de magistrat et de conseiller. On a calculé que parmi les citoyens âgés de plus de trente ans, un sur deux devait être membre de la

Boulè au moins une fois dans sa vie. Il y avait d'ailleurs aussi une rotation de fait (et non de droit) dans la participation à l'Assemblée et aux tribunaux. L'*Ekklesia* ne réunissait jamais qu'une fraction des citoyens (6 000 en moyenne, il faut le rappeler, sur un total de 30 000 citoyens majeurs au IV^e siècle), mais ce n'étaient probablement pas toujours les mêmes citoyens qui y participaient. L'Assemblée était identifiée au peuple, non pas parce que tous les citoyens y prenaient part, mais parce que tous pouvaient y aller et que l'assistance se renouvelait. Dans le cas des tribunaux, il existe des preuves archéologiques certaines que les dicastes se renouvelaient beaucoup⁵⁴.

La démocratie athénienne était donc largement organisée, dans la réalité comme dans l'idéal, selon le principe de la rotation. Or la norme capitale de la rotation faisait du sort une solution rationnelle : puisqu'un nombre considérable d'individus devaient être appelés, un jour ou l'autre, à exercer des charges, on pouvait laisser au hasard l'ordre dans lequel ils y accéderaient. En outre, le nombre des citoyens étant relativement faible par rapport au nombre de postes à pourvoir, l'impératif de la rotation conduisait à préférer le tirage au sort à l'élection. L'élection en effet aurait encore réduit le nombre des magistrats possibles en le limitant aux individus qui étaient populaires auprès de leurs concitoyens. Les Athéniens, pourrait-on dire, ne pouvaient pas se permettre de réserver les postes de magistrats et de conseillers aux seuls citoyens que les autres jugeaient assez compétents ou talentueux pour les élire : une telle restriction aurait entravé la rotation.

Mais il faut aller plus loin encore : il y avait un conflit potentiel entre le principe électif et la rotation. Le principe électif veut en effet que les citoyens soient libres de choisir ceux à qui sont confiées les charges. La liberté d'élire, cependant, est aussi la liberté de réélire. Les citoyens peuvent souhaiter que le même individu occupe, année après année, la même fonction. Il faut même présumer que si une personne-

54. M. H. Hansen, *The Athenian Democracy in the Age of Demosthenes*, op. cit., p. 313 [trad. fr., p. 357].

lité a pu une fois attirer les suffrages des autres, le même phénomène a de grandes chances de se reproduire. Si donc on veut absolument garantir la rotation dans un système électif, il faut limiter la liberté de choix des électeurs en décidant que certains citoyens ne peuvent pas être élus parce qu'ils ont déjà été élus dans le passé. On peut le faire sans doute, mais on établit alors un compromis entre deux principes impliquant des conséquences potentiellement contraires. La combinaison de la rotation obligatoire et du tirage au sort ne présente, en revanche, aucun risque de ce type : en contraignant à la rotation, on ne risque pas de contrarier la logique du tirage au sort. Les Athéniens avaient conscience du conflit potentiel entre le principe électif et le principe de rotation, c'est pourquoi rien n'interdisait d'exercer plusieurs fois de suite la même magistrature élective. Le système des interdictions ne s'appliquait qu'aux magistratures pourvues par le sort. Dans la démocratie athénienne, la désignation par le sort reflétait donc d'abord la priorité accordée à l'objectif de rotation.

En second lieu, la combinaison de la rotation et du tirage au sort procédait d'une profonde défiance à l'égard du professionnalisme. La plupart des magistrats et la totalité des conseillers et des juges n'étaient pas des professionnels, mais des citoyens ordinaires, pris parmi d'autres. Les Athéniens reconnaissaient la nécessité de compétences professionnelles spécialisées dans certains cas, mais la présomption générale allait en sens inverse : on estimait que toute fonction politique pouvait être exercée par des non-spécialistes, sauf s'il y avait des raisons manifestes de penser le contraire. L'absence d'experts au sein des instances gouvernementales ou, en tout cas, leur rôle limité visaient à préserver le pouvoir politique des simples citoyens⁵⁵.

On supposait en effet que si des professionnels intervenaient dans le gouvernement, ils y exerceraient de fait une influence dominante. Les Athéniens avaient sans doute l'intuition que dans une structure d'action collective la détention, par certains acteurs, d'un savoir ou d'une compé-

55. E. S. Staveley, *Greek and Roman Voting*, *op. cit.*, p. 55.

tence que les autres ne possèdent pas constitue *par elle-même* une source de pouvoir et qu'elle confère à ceux qui sont compétents un avantage sur ceux qui ne le sont pas, quelle que soit par ailleurs la définition formelle de leurs pouvoirs respectifs. Un Conseil ou des magistrats professionnels auraient eu barre sur l'Assemblée, la présence d'experts dans les tribunaux aurait réduit le poids des autres dicastes. Les historiens affirment souvent que la désignation par le sort avait pour principal objectif de réduire le pouvoir des magistrats⁵⁶. Mais cette proposition est ambiguë et ne s'applique, de toute façon, qu'à l'un des usages du tirage au sort, la sélection des magistrats proprement dits. En réalité, la désignation par le sort n'affectait pas la définition formelle des fonctions ou des pouvoirs. Les pouvoirs formels des magistrats étaient certes limités, mais cela tenait d'abord à ce que ceux-ci étaient soumis à la surveillance constante de l'Assemblée et des tribunaux. La sélection par le sort garantissait donc, plus précisément, que les individus exerçant les fonctions de magistrat ne disposaient pas du pouvoir supplémentaire que confère une compétence particulière. Il est clair, d'un autre côté, que la désignation par le sort des dicastes ne visait pas à réduire le pouvoir formel des tribunaux : leurs attributions leur conféraient un pouvoir explicitement conçu comme suprême. Et c'est pourquoi il est si important de prendre en considération les tribunaux dans une analyse du tirage au sort à Athènes. Dans le cas des tribunaux, la désignation de tous les juges par le sort et la complète absence de professionnels visait à garantir que dans le jugement des procès la voix des experts ne l'emportait pas sur celle des simples citoyens.

Les démocrates athéniens percevaient, en dernière analyse, un antagonisme entre la démocratie et le professionnalisme⁵⁷. La démocratie consistait à accorder le pouvoir

56. C'est le cas de E. S. Staveley, *Greek and Roman Voting*, loc. cit., mais aussi de M. H. Hansen, *The Athenian Democracy in the Age of Demosthenes*, op. cit., pp. 84, 235-237 [trad. fr., p. 112, 274-275].

57. M. H. Hansen, *The Athenian Democracy in the Age of Demosthenes*, op. cit., p. 308 [trad. fr., pp. 351-352].

suprême aux simples particuliers, aux citoyens ordinaires, ceux que les Athéniens appelaient *hoi idiotai*. Les magistrats invoquaient souvent leur absence de compétence professionnelle pour se faire pardonner leurs erreurs, lors de la reddition des comptes⁵⁸. Une telle stratégie rhétorique supposait évidemment que l'auditoire ait considéré comme normale et légitime l'accession de citoyens ordinaires aux magistratures. Pour capter la bienveillance du public, même un orateur et un leader politique comme Démosthène se présentait parfois, surtout au début de sa carrière, comme « un simple particulier, l'un d'entre vous, pris dans la multitude » (*idiotès kai pollôn humôn heis*)⁵⁹.

Le mythe que Platon met dans la bouche de Protagoras exprime sans doute un des éléments les plus importants de la pensée démocratique. Platon, sans doute, n'avait aucune sympathie pour la démocratie et il considérait Protagoras comme un adversaire dont les thèses devaient être réfutées. Il éprouvait cependant, semble-t-il, un certain respect pour le sophiste ami de Périclès. Et surtout, les propos qu'il prête à Protagoras s'ajustent trop bien à la pratique athénienne pour n'avoir été qu'une caricature destinée à rendre la réfutation plus aisée. Dans le dialogue, Socrate s'étonne que l'Assemblée se comporte très différemment quand il s'agit d'édifices ou de navires à construire et quand il s'agit de délibérer sur le gouvernement de la cité (*peri tôn tès poleôs dioikèseôn*). Dans le premier cas, l'Assemblée appelle des architectes ou des constructeurs de navires, et si quelqu'un qui n'est pas considéré comme un technicien se mêle de donner son avis, la foule se moque de lui et fait du tapage. En revanche, lorsqu'il s'agit des affaires générales de la cité, « on voit se lever indifféremment pour prendre la parole architectes, forgerons, corroyeurs, négociants et marins, riches et pauvres, gens bien nés et gens du commun, et personne ne leur jette

58. M. H. Hansen, *The Athenian Democracy in the Age of Demosthenes*, op. cit., p. 308 [trad. fr., p. 352].

59. Démosthène, *Prologues*, XII. Dans certaines éditions ce *Prologue* porte parfois le numéro XIII.

leur incompétence à la figure ⁶⁰ ». Protagoras répond alors par un mythe qui justifie la pratique des Athéniens. Zeus, raconte-t-il, a accordé la vertu politique en partage à tout homme, car si elle était réservée à certains, comme le sont les compétences techniques, les cités ne pourraient pas subsister, elles seraient déchirées par les conflits, leurs membres se disperseraient, et la race humaine périrait ⁶¹. Le mythe de Protagoras constitue une défense du principe de l'*isègoria* : en matière de gouvernement, n'importe qui, le premier venu, est suffisamment qualifié pour que son avis mérite du moins d'être écouté.